

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2287

[S - C - 98/29234]

8 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1997 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993, 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997;

Vu le décret du 10 avril 1995 instaurant le congé politique pour être membre du Conseil et du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le décret du 10 avril 1995 instaurant le congé politique pour être membre d'une assemblée législative ou d'un Gouvernement autres que ceux de la Communauté française;

Vu le décret-programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel, notamment l'article 35;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 160, modifié par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983 et 29 août 1985, par le décret du 24 juin 1996 et par l'arrêté du Gouvernement du 24 octobre 1996;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1977 et 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi du 1^{er} août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992, par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 16 septembre 1993, 4 juillet 1994, 12 janvier 1995, 26 janvier 1995 et 15 mai 1995, par le décret du 24 juin 1996, par les arrêtés du Gouvernement des 30 août 1996 et 24 octobre 1996, et par le décret du 4 février 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 18 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 1997;

Vu le protocole de négociation du 30 janvier 1998 du Comité de Secteur IX;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 5 février 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 20 mars 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant les statuts des Personnels de l'Enseignement dans ses attributions et du Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 avril 1998,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Modification à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Article 1^{er}. Dans l'article 20, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1983 et par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, les termes « visée à l'article 18, 6° » sont remplacés par les termes « visée à l'article 18, 5. ».

Art. 2. Dans l'article 39, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, le point a), alinéa 2, abrogé par l'arrêté du Gouvernement du 9 janvier 1996 est rétabli dans la rédaction suivante :

« sont également pris en considération les services effectifs rendus antérieurement dans l'enseignement de la Communauté française dans une autre fonction de la même catégorie ou d'une autre catégorie que celle à laquelle le candidat sollicite sa désignation en qualité de temporaire prioritaire, depuis qu'il porte le titre requis pour cette autre fonction de la même catégorie ou d'une autre catégorie. ».

Art. 3. Dans l'article 160, alinéa 3 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point g, abrogé par le décret du 24 juin 1996 est rétabli dans la rédaction suivante :

« g. pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement, autre que l'enseignement universitaire. »

2° le point j., introduit par l'arrêté royal du 16 février 1983 et abrogé par le décret du 24 juin 1996 est rétabli dans la rédaction suivante :

« j. pour exercer provisoirement dans l'enseignement universitaire une des fonctions reprises dans l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat pour autant que cette fonction soit rémunérée à charge de l'allocation de fonctionnement de l'université. ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 4. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1977 :

1° sous b, les mots « ou de la personne avec laquelle, au moment de l'événement, le membre du personnel vit maritalement » sont insérés entre les mots « pour l'accouchement de l'épouse » et les mots « : quatre jours; »

2° sous c, les mots « de la personne avec laquelle le membre du personnel vivait maritalement, » sont insérés entre les mots « pour le décès du conjoint, » et les mots « d'un parent ou allié au 1^{er} degré ».

Art. 5. L'article 7 du même arrêté, abrogé par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 7. Le membre du personnel obtient un congé de quatre jours ouvrables au plus pour don de moelle osseuse. Ce congé prend cours le jour où la moelle osseuse est prélevée à l'établissement de soins. Il est assimilé à une période d'activité de service. ».

Art. 6. Le chapitre III du même arrêté comprenant les articles 14 à 18, abrogé par le décret du 4 février 1997, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Chapitre III. Congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement.

Article 14. § 1^{er}. Un congé peut être accordé par le Ministre ou son délégué aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} pour exercer provisoirement dans l'enseignement, autre que l'enseignement universitaire :

1° une fonction de sélection, lorsque le membre du personnel est nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement donnant accès à cette fonction de sélection;

2° une fonction de promotion, lorsque le membre du personnel est nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement ou dans une fonction de sélection donnant accès à cette fonction de promotion;

3° une fonction donnant droit à une échelle de traitement égale ou supérieure à celle dont ils bénéficient;

4° une fonction donnant droit à une échelle de traitement inférieure à celle dont ils bénéficient.

Le congé visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, du présent paragraphe est rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, du présent paragraphe n'est pas rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 4°, du présent paragraphe peut être accordé pour toutes les prestations que le membre du personnel exerce à titre définitif ou pour une partie de celles-ci.

§ 2. Un congé peut être accordé par le Ministre ou son délégué aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} pour exercer provisoirement dans l'enseignement universitaire une des fonctions reprises dans l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat pour autant que cette fonction soit rémunérée à charge de l'allocation de fonctionnement de l'université.

Ce congé n'est pas rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service. Il peut être accordé pour toutes les prestations que le membre du personnel exerce à titre définitif ou pour partie de celles-ci.

§ 3. Les dispositions du § 1^{er} du présent article donneront lieu, le cas échéant, à l'application de l'article 35 du décret-programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel. ».

Art. 7. Les articles 53bis et 53ter du même arrêté sont abrogés.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998 à l'exception de l'article 2 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Article 9. La Ministre-Présidente, ayant l'éducation dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mai 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Auditionsuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport
et des Relations internationales,

W. ANCIEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2287

[S - C - 98/29234]

8 MEI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr.296 van 31 maart 1984, bij de wet van 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit van 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 26 juni 1992, 18 mei 1993, 27 december 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op het decreet van 10 april 1995 tot invoering van het politiek verlof om lid te zijn van de Raad en van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 10 april 1995 tot invoering van het politiek verlof om lid te zijn van een andere wetgevend vergadering of van een andere Regering dan deze van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het programma-decreet van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, de schoolgebouwen, het onderwijs en de audiovisuele sector, inzonderheid op artikel 35;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 160, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 69 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1983 en 29 augustus 1985, bij het decreet van 24 juni 1996 en bij het besluit van de Regering van 24 oktober 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1977 en 30 maart 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 69 van 20 juli 1982 en nr. 70 van 20 juli 1982, bij het koninklijk besluit van 28 april 1983, bij de wet van 31 juli 1984, bij de koninklijke besluiten van 22 maart 1985 en 27 maart 1985, bij de wet van 1 augustus 1985, bij de koninklijke besluiten van 12 november 1986, 13 januari 1988 en 20 december 1988, bij het besluit van de Executieve van 2 januari 1992, bij de besluiten van de Regering van 10 juni 1993, 16 september 1993, 4 juli 1994, 12 januari 1995, 26 januari 1995 en 15 mei 1995, bij het decreet van 24 juni 1996, bij de besluiten van de Regering van 30 augustus 1996 en 24 oktober 1996 en bij het decreet van 4 februari 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 december 1997;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 30 januari 1998 van Sectorcomité IX;

Gelet op de beraadslaging van 5 februari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap over de vraag om advies dat door de Raad van State te verlenen is binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 20 maart 1998 in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de statuten van het personeel van het Onderwijs behoren, en van de Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort;

Gelet op de beraadslaging van 20 april 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijziging aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Artikel 1. In artikel 20, lid 1 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 1983 en bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, worden de termen « bedoeld bij artikel 18, 6° » vervangen door de termen « bedoeld bij artikel 18, 5. ».

Art. 2. In artikel 39, lid 1, van hetzelfde koninklijk besluit, wordt punt a), lid 2, opgeheven bij het besluit van 9 januari 1996 van de Regering, in de volgende formulering terug ingevoegd :

« worden eveneens in aanmerking genomen de werkelijke diensten die vroeger werden gepresteerd in het onderwijs van de Franse Gemeenschap in een ander ambt van dezelfde categorie of in een andere categorie dan deze waarvoor de gegadigde zijn aanstelling als prioritaire tijdelijke vraagt sedert hij titularis is van de titel vereist voor dat ander ambt van dezelfde categorie of van een andere categorie. ».

Art. 3. Aan artikel 160, lid 3 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt g, opgeheven bij het decreet van 24 juni 1996, wordt in de volgende formulering terug ingevoegd :

« g. om een ander ambt in het onderwijs buiten het universitair onderwijs voorlopig uit te oefenen. »

2° punt j, ingevoerd bij koninklijk besluit van 16 februari 1983 en opgeheven bij het decreet van 24 juni 1996, wordt in de volgende formulering terug ingevoerd :

« j. om in het universitair onderwijs een van de functies voorlopig uit te oefenen die opgenomen zijn in het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 houdende bepaling van het statuut van de geagregeerden, de repetitors en de leden van het wetenschappelijk personeel van de Rijksuniversiteiten voor zover deze functie bezoldigd is ten laste van de werkingstoelage van de universiteit. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 15 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 4. In artikel 5, lid 1, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen in toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 april 1977 :

1° worden in b, de woorden « of van de persoon met wie het personeelslid op het ogenblik van de gebeurtenis samenleeft » ingevoegd tussen de woorden « voor de bevalling van de echtgenote » en de woorden « : vier dagen; »

2° worden in c, de woorden « van de persoon met wie het personeelslid op het ogenblik van de gebeurtenis samenleefde » ingevoegd tussen de woorden « voor het overlijden van de echtgenoot(e) » en de woorden « van een bloedverwant of aanverwant van de 1° graad ».

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van 2 januari 1992 van de Executieve, wordt in de volgende formulering terug ingevoerd :

« Art. 7. Het personeelslid bekomt ten hoogste een verlof van vier werkdagen voor het schenken van beenmerg. Dit verlof begint te lopen de dag waarop het beenmerg in de verzorgingsinstelling wordt afgenomen. Het wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit ».

Art. 6. Hoofdstuk III van hetzelfde besluit, waarin de artikelen 14 tot 18 vervat zijn, opgeheven bij het decreet van 4 februari 1997, wordt in de volgende formulering terug ingevoegd :

« Hoofdstuk III. Verlof om tijdelijk een ander ambt in het onderwijs uit te oefenen.

Artikel 14. § 1. Door de Minister of zijn afgevaardigde kan verlof toegekend worden aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden om in het onderwijs, buiten het universitair onderwijs, een van volgende ambten voorlopig uit te oefenen :

1° een selectieambt, wanneer het personeelslid vastbenoemd is in een wervingsambt dat toegang verleent tot dat selectieambt;

2° een bevorderingsambt, wanneer het personeelslid vastbenoemd is in een wervingsambt of een selectieambt dat toegang verleent tot dat bevorderingsambt;

3° een ambt dat recht geeft op een weddeschaal die gelijk of hoger is dan deze die zij genieten;

4° een ambt dat recht geeft op een weddeschaal die lager is dan deze die zij genieten;

Het in lid 1, 1°, 2° en 3°, bedoeld verlof van deze paragraaf wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Het in lid 1, 4°, bedoeld verlof van deze paragraaf wordt niet bezoldigd maar is gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Het in lid 1, 1°, 3° en 4°, bedoeld verlof van deze paragraaf kan toegekend worden voor alle prestaties die het personeelslid definitief of voor een gedeelte ervan levert.

§ 2. Door de Minister of zijn afgevaardigde kan verlof toegekend worden aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden om in het universitair onderwijs een van de ambten voorlopig uit te oefenen die vermeld zijn in het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 houdende bepaling van het statuut van de geagregeerden, de repetitors en de leden van het wetenschappelijk personeel van de Rijksuniversiteiten voor zover deze functie bezoldigd is ten laste van de werkingstoelage van de universiteit.

Dit verlof wordt niet bezoldigd maar is gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het mag toegekend worden voor alle prestaties die het personeelslid definitief of voor een gedeelte ervan levert.

§ 3. De bepalingen van § 1 van dit artikel zullen desgevallend de toepassing van artikel 35 van het programma-decreet van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, de schoolgebouwen, het onderwijs en de audiovisuele sector tot gevolg hebben. »

Art. 7. De artikelen 53bis en 53ter van hetzelfde besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998 uitgezonderd artikel 2 dat op 1 september 1998 in werking treedt.

Art. 9. De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIÓN

F. 98 — 2288

[S - C - 98/29242]

**20 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant la situation pécuniaire des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, alinéa 2, 8^o;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1961, 21 juin 1962, 14 novembre 1963 (I), 14 novembre 1963 (II), 14 février 1966, 30 novembre 1966, 15 mars 1967, 24 mars 1967, 7 septembre 1969, 15 décembre 1969, 22 janvier 1970, 6 avril 1970, 1^{er} juin 1970, 20 juillet 1970, 22 octobre 1971, 29 octobre 1971 et 9 décembre 1971, par la loi du 8 février 1974, par les arrêtés royaux des 18 février 1974, 15 janvier 1975, 10 juin 1976, 9 juillet 1976, 13 décembre 1976, 15 avril 1977, 18 avril 1977, 15 décembre 1978, 8 mars 1979 et 6 février 1980, par les arrêtés royaux n^o 63 du 20 juillet 1982, n^o 161 du 30 décembre 1982, n^o 269 du 31 décembre 1983 et n^o 279 du 30 mars 1984, par la loi du 1^{er} août 1985, par l'arrêté royal du 14 octobre 1985, par la loi du 27 février 1986 et par les arrêtés du Gouvernement des 16 septembre 1993, 2 juin 1995 et 24 octobre 1996;

Vu l'avis de l'inspection des finances donné le 2 octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 29 octobre 1997;

Vu le protocole de négociation du 21 janvier 1998 du Comité de Secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 4 mars 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 avril 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 16 septembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er}, la rubrique « A. Sans limitation : », modifiée par les arrêtés royaux des 21 janvier 1962, 30 novembre 1966, 15 mars 1967, 22 janvier 1970, 1^{er} juin 1970, 29 octobre 1971, 9 décembre 1971, 15 janvier 1975, 10 juin 1976, 9 juillet 1976 et 8 mars 1979, est complétée comme suit :

« q. les services effectifs que le membre du personnel a prestés, à partir du 1^{er} septembre 1997, comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou par la Communauté germanophone. »;

2^o au même § 1^{er}, sous « B. Avec limitation de dix ans : », le littéra a, modifié par les arrêtés royaux des 21 juin 1962 et 30 novembre 1966, est remplacé par le littéra suivant :

« a) Le temps que le membre du personnel a passé comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes avant le 1^{er} septembre 1997 dans une école de l'Etat, de la Colonie, d'une province, d'une commune, d'une administration subordonnée à une province ou à une commune, dans une école inspectée ou subventionnée par l'Etat ou par la Colonie ou dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou par la Communauté germanophone.

La limitation de dix ans est supprimée pour le membre du personnel qui, s'étant engagé à accepter une fonction à prestations complètes dans l'enseignement de l'Etat, de la Communauté française ou de la Communauté germanophone, n'a pu, indépendamment de sa volonté, l'obtenir avant l'expiration d'un délai de dix ans.

Cette limitation de dix ans est également supprimée pour le membre du personnel lorsque la durée relative de tels services dépasse dix ans.

Le membre du personnel dont l'admissibilité des services prestés comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes avant le 1^{er} septembre 1997 dans les écoles et établissements visés à l'alinéa 1^{er} du présent littéra, est limitée à 10 ans, obtient la suppression de cette limitation lorsque la durée relative de tous ses services prestés comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes, dans les écoles et établissements visés à l'alinéa 1^{er} du présent littéra avant le 1^{er} septembre 1997 et de tous ses services prestés comme titulaire d'une fonction à prestations complètes et/ou d'une fonction à prestations incomplètes dans les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française ou par la Communauté germanophone à partir du 1^{er} septembre 1997, atteint 10 ans.

La durée relative des services prestés comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes dans les écoles et établissements visés à l'alinéa 1^{er} du présent littéra avant le 1^{er} septembre 1997 et comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes dans les établissements d'enseignement de plein exercice organisés ou subventionnés par la Communauté française ou par la Communauté germanophone à partir du 1^{er} septembre 1997 s'exprime par une